

La narration patronale

Ou pourquoi la compétitivité devrait nous gouverner

Michel Wurth, président de l'Union des entrepreneurs luxembourgeois (UEL), livre sa pensée.

JÉRÔME QUIQUERET

Le discours avance invariablement comme un rouleau compresseur. Le patron des patrons, Michel Wurth, n'en démord pas. Toute proposition qui ne passe pas par une amélioration de la compétitivité n'a aucun salut. Or, à l'aune de ce concept se mesurent les divergences de vue qui séparent syndicats et patronat. Ainsi, dans une récente publication, la Chambre des salariés démontait le discours de l'UEL et questionnait: «Quel intérêt d'être compétitifs si nous régressons socialement?».

Michel Wurth persiste et signe. «La compétitivité est la condition de la croissance et donc la condition d'un équilibre à la fois financier mais aussi social, car elle est la source de l'emploi», explique-t-il. Et elle serait d'autant plus importante pour l'économie nationale: «Nous sommes donc tributaires du commerce international et, pour cette raison, nous sommes contraints à être compétitifs. Cela est vrai pour le commerce et l'artisanat qui doivent être compétitifs dans la Grande Région tout comme la sidérurgie, la banque et l'industrie du pneu doivent par exemple être compétitifs au niveau international. Il n'y a pas d'autre choix, pas d'autre modèle économique. Avant 1850 et avant la découverte du procédé Thomas, le Luxembourg était une économie fermée caractérisée par la famine et l'émigration.»

Toute contribution des entreprises à l'effort national est à cet égard inenvisageable. «Ce pays vit une grave crise économique et les entreprises en sont les premières victimes. Il faut bien voir que cette crise est internationale par essence et que les entreprises luxembourgeoises, - soutenues par

leurs personnels, leurs représentants et par l'État - ont fait beaucoup d'efforts pour en minimiser les effets.»

Les risques d'un recul de la place financière apportent des arguments supplémentaires: «Tous les experts internationaux prédisent que dans la prochaine décennie, le secteur financier sera plus réglementé ce qui en diminuera les risques mais également le potentiel de croissance et la rentabilité. Le nombre de banques étrangères implantées dans notre pays est en train de baisser. La discussion sur la fiscalité de l'épargne et sur le secret bancaire limiteront le potentiel de croissance du pri-

vate banking. La place financière sera donc moins le vecteur de développement de notre économie. (...) Il faut rétablir les conditions de notre compétitivité afin que de nouvelles activités puissent s'y développer.»

«UNE ERREUR DE JUEMENT»

Rétablir la compétitivité, implique donc de revenir sur les acquis. Michel Wurth considère que «la classe politique a probablement fait une erreur de jugement. Face à des recettes temporaires (...), le gouvernement et le parlement

ont engagé des dépenses permanentes qui expliquent qu'on vit aujourd'hui au-dessus de nos moyens.» «On a mis en place un régime de pension le plus généreux au monde (...). Maintenant que l'économie ne génère plus les ressources nécessaires pour financer [ce régime] et d'autres prestations sociales, nous devons nous adapter.»

«La sélectivité des transferts sociaux telle qu'elle est pensée par les propositions du gouvernement permet de préserver le pouvoir d'achat des plus faibles, qui sont ceux qui épargnent le moins et consomment proportionnellement le plus.»

L'horizon immédiat est donc au serrage de vis. Ces décisions «ne font plaisir à personne, ni aux entreprises, ni aux contribuables», soutient-il. «Mais le gouvernement a plutôt raison de dire qu'il faut se mettre d'accord d'abord sur la réduction des dépenses avant d'augmenter les recettes.»

La finalité des décisions resterait louable. «Notre projet de société est de préserver le modèle économique et social luxembourgeois tel que nous l'avons connu, avec différents secteurs économiques performants qui font preuve d'excellence dans le pays et à l'étranger et qui font preuve d'efficacité et d'une compétence au niveau mondial. Pour cela, il faut exceller dans le travail, la recherche, la formation de nos jeunes et dans l'innovation. Il faut générer la croissance et être compétitif. (...) Il faut s'adapter à temps. Les exemples irlandais et grec montrent que la chute peut être brutale et très douloureuse. Notre situation est certes très différente. Et l'enjeu de la tripartite est aussi de faire le bon diagnostic et de réagir à temps en se rappelant qu'un petit pays est dans une situation plus fragile.»

PME et multinationales du pays auraient le même intérêt: «Toutes les entreprises réunies au sein de l'UEL sont unies, partagent la même analyse et défendent le modèle économique et social existant», promet Michel Wurth.



Photo: Martine May

Michel Würth: «Il n'y a pas d'autre choix, pas d'autre modèle économique. Avant 1850 et la découverte du procédé Thomas, le Luxembourg était une économie fermée caractérisée par la famine et l'émigration»